

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté ~ Patrie



L'Agriculture Intelligente face au Climat au Togo :

Etat des lieux et Besoins d'Appui pour mieux intégrer l'AIC dans le programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA)

Juin 2015

Résumé Exécutif

Pays d'Afrique de l'Ouest, le Togo bénéficie d'un climat tropical humide à deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches au Sud, puis d'un climat soudanien à soudano-sahélien à une saison pluvieuse et une saison sèche au Nord. Il dispose de 3,6 millions d'ha de terres cultivables avec 1,4 million d'ha mis en culture et ses potentialités en terres irrigables sont estimées à 86 000 ha dont 2 300 ha ont été aménagés en maîtrise totale ou partielle.

Le choix du secteur de l'agriculture comme priorité du Togo dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique se justifie par sa vulnérabilité vis-à-vis des changements climatiques mais aussi par sa contribution importante au PIB (38%) ainsi que la part de population active (66%) qu'il utilise. Les territoires pertinents pour appréhender les défis climatiques relèvent des cinq régions administratives du pays que sont les régions Savanes, Kara, Centrale, Plateaux et Maritime. Au Togo, La dégradation des terres affecte au moins 85 % des terres cultivables. Les risques climatiques fréquents attribués aux changements climatiques sont l'assèchement du climat, les inondations, la mauvaise répartition des pluies, la variabilité des périodes et fréquences saisonnières, l'érosion côtière et la perte de fertilité des sols. L'analyse de la vulnérabilité des systèmes potentiels de production agricole des cinq territoires face aux changements climatiques montre un fort degré d'exposition et de sensibilité de certaines régions (Savanes, Kara, centrale), faible à moyen pour la région des Plateaux et de fort à moyen pour la région Maritime avec une faible capacité adaptative dans toutes les régions. Cette faible capacité adaptative induit une forte vulnérabilité dans ses régions.

Les avancées observées dans l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans ses territoires sont :

- les pratiques de la gestion intégrée de la fertilité des sols et agroforesterie ;
- le reboisement et la gestion participative des forêts ;
- la formation et la recherche d'appui aux énergies nouvelles et renouvelables ;
- les cultures en courbes de niveau et en terrasse ;
- la rotation des cultures, etc.

Toutefois, il subsiste des difficultés, à savoir :

- la faible maîtrise des outils méthodologiques en matière de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques ;
- le nombre réduit d'experts en changement climatique ;
- les difficultés d'accès aux intrants adaptés et améliorés ;
- la faible maîtrise de l'eau ; les difficultés d'accès des femmes et des jeunes à la terre ;
- l'insuffisance de la recherche en matière de technologies adaptées aux changements climatiques.

Face à ces difficultés, il est nécessaire de :

- i) renforcer les capacités des institutions à disposer des bases de données et d'informations sur les changements climatiques ;
- ii) renforcer la production et la diffusion des informations agro-météorologiques ;
- iii) promouvoir des programmes de recherche-développement liés à la maîtrise de l'eau ; aux cultivars à cycle court et résistants à la sécheresse ;
- iv) renforcer les capacités des acteurs en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques, etc.

L'état des lieux du volet adaptation dans les programmes nationaux sectoriels fait ressortir que le PNIASA structuré en cinq sous-programmes et ayant pour objectif de réaliser une croissance agricole annuelle d'au moins 6% est exécuté à travers quatre projets PASA, PADAT, PPAAO et ADAPT qui prend en compte le volet adaptation et atténuation de la production agricole face aux changements climatiques. Le PANGIRE a pour objectif de contribuer à la mise en place progressive d'un cadre de gestion de l'eau participant ainsi à la protection de l'environnement.

Il dispose de trois axes d'intervention :

- (i) créer un environnement propice à la bonne gouvernance de l'eau ;
- (ii) réformer le cadre institutionnel et organisationnel du secteur ;
- (iii) développer et appliquer les instruments de gestion de l'eau.

Sa mise en œuvre a permis l'atteinte d'un taux de desserte en eau potable de 42% sur le plan national. Le PANA quant à lui, se veut mettre en place une capacité d'adaptation optimale des communautés face aux impacts néfastes des variabilités et changements climatiques. Ses réalisations s'observent à travers trois projets : renforcement du dispositif de protection du littoral contre l'érosion côtière; PGICT et ADAPT. Pour ce qui est du volet atténuation, ces questions se retrouvent au cœur des politiques et programmes de développement mais les initiatives NAMA au Togo sont encore à une étape rudimentaire.

Comme problématiques et besoins associés en matière d'AIC, il est noté un manque de synergie entre les différents sous-secteurs pour renforcer la résilience contre les effets néfastes des changements climatiques et comme besoins, il faut le renforcement des capacités des acteurs impliqués, la facilitation d'accès aux informations, des politiques harmonisées, des dispositions institutionnelles coordonnées et des mécanismes incitatifs et financiers souples.

En matière de description, il existe des avancées et des difficultés entre les différents politiques et programmes. Ces programmes sont élaborés à travers un processus participatif, inclusif et sont gérés avec l'implication des autres ministères. Le dialogue interinstitutionnel se fait à travers le Comité Interministériel de Pilotage Stratégique (CIPS) et le Comité Technique de Pilotage (CTP) pour ce qui concerne le PNISA.

La difficulté existante est le manque de synergie et de coordination entre ces trois programmes. Ces dispositifs de mise en œuvre qui font déjà un travail remarquable à travers diverses thématiques en lien avec le secteur agricole, l'environnement et l'eau nécessitent d'importants appuis dans l'optique de prise en compte des changements climatiques et de la vulnérabilité des communautés agricoles pour la cohérence intersectorielle.

Pour intégrer l'AIC dans le PNISA, il faut accompagner la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de projets d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques :

- l'adaptation des systèmes de production agricole ;
- la modélisation des changements climatiques en vue d'une meilleure prévention des risques de catastrophes hydrométéorologiques ;
- l'élaboration de la cartographie des zones sensibles aux changements climatiques ;
- le développement de mécanisme de gestion du foncier ;
- le renforcement des capacités des acteurs pour une prise en compte du changement climatique dans la planification des activités des différents sous-programmes ; une collecte et une diffusion d'information sur le climat ;
- le renforcement des capacités de l'équipe-pays multisectorielle (EPM/PDDAA) ;
- l'amélioration des capacités d'accès aux différents financements relatifs à la gestion durable de la fertilité des terres et à la maîtrise de l'eau, etc.

De même pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC, il faudra appuyer la mise en place d'une plateforme nationale multi-acteurs afin de partager les résultats des différentes recherches liées aux changements climatiques et qui inclura le comité sectoriel agriculture. Cette plateforme de dialogue sera le cadre de réflexion sur des pratiques d'orientation des politiques et techniques à vulgariser dans l'optique de l'AIC et aura besoin d'appui en termes de capitalisation et diffusion des bonnes pratiques, et d'échanges entre pays.

1- Territoires de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique au Togo

1.1 Présentation des territoires

Le Togo couvre une superficie de 56 600 km² et s'étire en bande étroite sur une longueur de près de 700 Km entre l'Océan atlantique au Sud et le Burkina Faso au Nord et sur une largeur variant de 50 à 150 Km entre le Ghana à l'Ouest et la République du Bénin à l'Est. Il compte 3,6 millions d'ha de terres cultivables, représentant 60 % de la superficie totale du pays, dont 1,4 million d'ha sont mis en culture (soit respectivement 41 % de la superficie cultivable et 25% de la superficie du pays). Les potentialités en terres irrigables sont estimées à 86 000 ha (en tenant compte des ressources souterraines mobilisables), dont seulement 2 300 ha ont été aménagés en maîtrise totale ou partielle et 1 200 ha sont exploités. Le Togo connaît deux régimes climatiques. Notamment au Sud (Régions Maritime et Plateaux) règne un climat de type tropical humide à deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches et au Nord (régions centrale, de la Kara et des savanes) règne un climat de type soudanien à soudano-sahélien caractérisé par une saison pluvieuse et une saison sèche.

L'agriculture togolaise, essentiellement pluviale, est considérée comme peu productive autant pour des raisons structurelles que naturelles liées aux contraintes climatiques et pédologiques.

Le choix du secteur de l'agriculture comme priorité du Togo dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques se justifie d'une part, par sa vulnérabilité vis-à-vis des changements climatiques et, d'autre part par sa contribution importante au PIB (38%) et la part de la population active que le secteur utilise (66%).

Selon leurs aptitudes culturelles très différentes, les sols culturels du Togo se caractérisent par une carence en matière organique et en potassium, surtout sur les terres de barre dans la Région Maritime, et en phosphore dans la partie septentrionale du pays. Ils sont affectés par l'érosion et une baisse continue de leur fertilité. Les sols du cordon littoral, profonds et sableux sont très exposés à l'érosion côtière.

La dégradation des terres affecte au moins 85 % des terres cultivables : elle s'observe à un niveau critique dans la région des Savanes, dans les zones montagneuses ouest de la région des Plateaux et dans la région Maritime au Sud. Selon Brabant et al.¹ 63 % des terres sont légèrement dégradées, 21 % sont modérément dégradées et 2 % sont gravement dégradées.

Le profil environnemental du Togo (MERF, 2007) indique que la plantation du café et du cacao sur des terres déboisées dans le sud-ouest entraîne rapidement l'érosion. Les paysans signalent de plus en plus la dégradation des sols dans les régions de culture du coton. La perte des aires protégées s'ajoute au problème de dégradation des terres et menace les habitats.

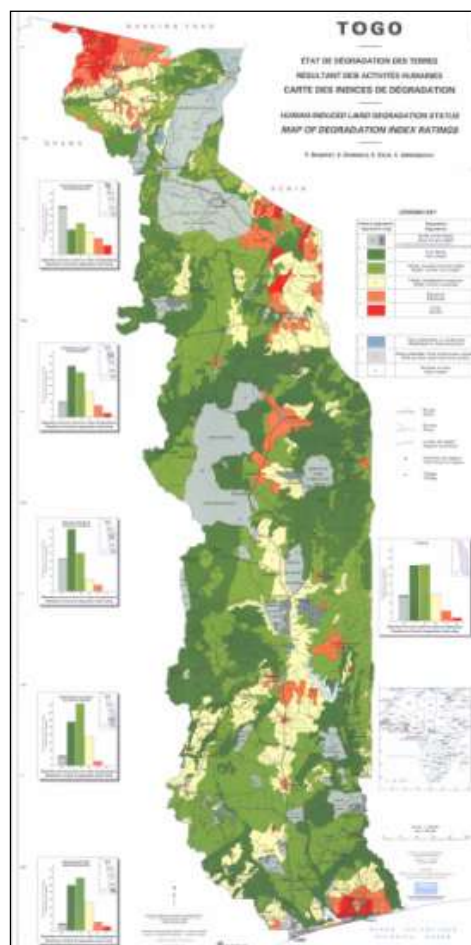
Au Togo, les territoires pertinents pour appréhender les défis climatiques relèvent des régions administratives du pays qui sont au nombre de cinq (cf. carte ci-dessous) :

- **Région des savanes** : Il règne dans cette région un climat tropical de type soudanien à soudano-sahélien caractérisé par une saison pluvieuse et une saison sèche. Les principales cultures sont : le sorgho, le maïs, le mil, le riz, le niébé, l'arachide, le voandzou, le gombo, l'oseille de guinée, le coton, le Karité et le néré. C'est une région d'élevage par excellence. Dans cette région, les zones les plus exposées aux risques climatiques (problèmes d'inondation, d'eau potable, d'érosion des sols et de sécheresse) sont celles de la plaine nord-ouest de la région des savanes et de la plaine de Mandouri et de l'Oti.
- **Région de la Kara** : Il règne dans cette région un climat tropical de type soudanien à soudano-sahélien caractérisé par une saison pluvieuse et une saison sèche. Les principales cultures sont le sorgho, le mil, le maïs, l'igname, le niébé, le voandzou, le riz, le coton et les légumes. L'élevage y est florissant et constitue une source importante de revenu des populations. Dans cette région, la zone la plus exposée aux risques climatiques (les inondations et l'assèchement du climat) est celle des massifs Kabyès.

¹Brabant P, Darracq S, Egué K et V. Simmonneaux, 1996. Togo. État de dégradation des terres résultant des activités humaines. Note explicative de la carte des indices de dégradation. Collection Note Explicative n°112, ORSTOM Eds, Paris, 66 p.

- **Région centrale :** Elle bénéficie d'un climat tropical de type soudanien à soudano-guinéen caractérisé par une saison pluvieuse et une saison sèche. Les principales cultures sont : le sorgho, le mil, le maïs, l'igname, le manioc, l'arachide et le coton, etc. L'élevage vient au second plan après l'agriculture. Dans cette région, la zone la plus exposée aux risques climatiques (l'assèchement du climat, la mauvaise répartition des pluies, et les inondations) est celle de la pénéplaine continentale monomodale (secteur cotonnier et semencier de Sotouboua).
- **Région des plateaux :** Il règne dans cette région un climat de type tropical humide à deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches. C'est la région par excellence à vocation de cultures de rente (café, cacao, fruits, palmiers à huile et coton) au Togo. Les principales cultures vivrières sont : le maïs, le sorgho, le fonio, l'igname, le manioc, le riz et le haricot. Dans cette région, les zones les plus exposées aux risques climatiques (l'assèchement du climat, les inondations et la mauvaise répartition des pluies) sont celles des plaines du Litimé (secteur café/cacao) et des flancs des montagnes de la chaîne d'Atakora.
- **Région maritime :** Avec un climat de type tropical humide à deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches, elle a comme principales cultures : le maïs, le manioc, l'igname, le niébé, le riz. L'élevage est la deuxième activité du secteur primaire. Il est en général de type traditionnel extensif. Quant à la pêche, on distingue dans la zone, deux types de pêche : la pêche artisanale et la pêche industrielle. Dans cette région, les zones les plus exposées aux risques climatiques (l'assèchement du climat, les inondations, l'érosion côtière) sont celles de la basse vallée du fleuve Mono, du secteur-est des plateaux de terre de barre dégradées, de la zone côtière/littorale (tout le secteur Est du Port autonome de Lomé).

Carte 1 : Indice de dégradation des terres correspondant aux territoires de vulnérabilité au Togo (Brabant et al., 1994)



1.2 Analyse de la vulnérabilité des territoires aux changements climatiques

Tableau 1: Analyse de la vulnérabilité des territoires aux changements climatiques

Territoires	Degré d'exposition aux CC	Degré de sensibilité aux impacts du CC	Capacité adaptative	Vulnérabilité résultante
Région des savanes (Pénéplaine nord-ouest de la région des savanes et plaines de Mandouri et de l'Oti)	Exposition forte car la zone est caractérisée par des écosystèmes vulnérables et fragiles : <ul style="list-style-type: none"> • sahélisation de la région ; • baisse du ratio de pluviométrie/évapotranspiration potentielle (P/ETP) ou de l'indice d'aridité ; • forte variabilité de la saison pluvieuse (mauvaise répartition des pluies, décalage des saisons) et récurrence des inondations ; • apparition des vents violents et poussiéreux ; • réchauffement, assèchement et évaporation plus accrue des eaux de certains étangs et cours d'eau . 	Forte sensibilité des systèmes naturels et humains. Les activités agricoles, d'élevage et de pêches de même que la production forestière sont profondément affectées par les variations dues au changement climatique : <ul style="list-style-type: none"> • dégradation du couvert végétal par la recherche de produits forestiers, de terres agricoles et de lieu d'habitation ; • baisse des rendements agricoles, animaux et forestiers ; • recrudescence des maladies humaines, animales et végétales ; • recrudescence des conflits entre agriculteurs et éleveurs ; • baisse des revenus. 	Faible capacité adaptative car les moyens d'existence sont peu adaptés : <ul style="list-style-type: none"> • faible maîtrise de l'eau ; • pratiques de l'agriculture itinérante sur brûlis • envahissement des zones à risque (zones inondables, réserves forestières et berges des cours d'eau) • bradage des productions ; • déstockage des biens durables (équipements, cheptel) et de biens de production (bœufs de trait, parcelles d'exploitation, géniteurs) ; • migrations vers les zones pluvieuses et fertiles et exode rural ; • développement de la transhumance ; • forte pression foncière ; • développement des activités non agricoles (commerce, artisanat et taxi moto) • rotation des cultures ; • agroforesterie ; • Faible capacité de transformation des produits agricoles ; • Absence d'assurance dans le domaine agricole ; • Absence des infrastructures de stockage et de desserte ; • Absence de crédit d'investissement dans le domaine agricole. 	Vulnérabilité forte, <ul style="list-style-type: none"> • forte pression foncière ; • faible niveau de productivité agricole et de biomasse énergie ; • baisse des revenus agricoles ; • baisse de la productivité animale et halieutique • absence de la main d'œuvre agricole ; • tarissement des points d'abreuvement des animaux, • dégradation des pâturages, mort du cheptel, baisse des revenus des pasteurs et agro-pasteurs ; • Faible capacité d'accès à l'énergie à faible coût et renouvelable • faible capacité d'accès aux services sociaux de base (éducation, eau potable, santé, électricité, ...) ; • sahélisation de la région • exode rural et migration vers les zones pluvieuses et fertiles.
Région de la Kara (Massifs Kabyès)	Forte exposition : <ul style="list-style-type: none"> • massifs montagneux et sols très légers exposés à l'érosion hydrique ; • couvert très peu dense ; • baisse du ratio de pluviométrie/évapotranspiration potentielle (P/ETP) ou de 	Forte sensibilité : <ul style="list-style-type: none"> • forte densité de population démographique ; • pratiques de l'agriculture itinérante et techniques culturales non adaptées ; • dégradation du couvert végétal par la recherche de produits forestiers, 	Faible capacité adaptative : <ul style="list-style-type: none"> • faible capacité de gestion des ressources naturelles et de l'environnement ; • déstockages des biens durables (équipements, cheptel) et de biens de production (bœufs de trait, parcelles d'exploitation, géniteurs) ; • migrations vers les zones pluvieuses et 	Vulnérabilité forte <ul style="list-style-type: none"> • forte pression foncière ; • faible niveau de productivité agricole et de biomasse énergie ; • baisse des revenus agricoles ; • baisse de la productivité animale et halieutique • absence de la main d'œuvre agricole ;

Territoires	Degré d'exposition aux CC	Degré de sensibilité aux impacts du CC	Capacité adaptative	Vulnérabilité résultante
	l'indice d'aridité ; • forte variabilité de la saison pluvieuse (mauvaise répartition des pluies, décalage des saisons); • réchauffement, assèchement et évaporation plus accrue des eaux de certains étangs et cours d'eau.	de terres agricoles et de lieu d'habitation ; • non maîtrise de l'eau ; • baisse de rendements de productions et de revenus agricoles ; • Zones escarpée.	fertiles et exode rural ; • surexploitations des terres • Faible capacité de transformation des produits agricoles ; • rotation des cultures ; • agroforesterie ; • Absence d'assurance dans le domaine agricole • Absence des infrastructures de stockage et de desserte • Absence de crédit d'investissement dans le domaine agricole.	• tarissement des points d'abreuvement des animaux, • dégradation des pâturages, mort du cheptel, baisse des revenus des pasteurs et agro-pasteurs ; • Faible capacité d'accès à l'énergie à faible coût et renouvelable; • faible capacité d'accès aux services sociaux de base (éducation, eau potable, santé, électricité, etc.) ; • exode rural et migration vers les zones pluvieuses et fertiles.
Région centrale (Pénéplaine continentale monomodale [secteur cotonnier et semencier de Sotouboua])	Exposition faible à moyenne due à : • baisse du ratio de pluviométrie/évapotranspiration potentielle (P/ETP) ou de l'indice d'aridité ; • forte variabilité de la saison pluvieuse (mauvaise répartition des pluies, décalage des saisons).	Forte sensibilité de la population humaine, de la flore et de la faune : • forte densité de population ; • couvert plus ou moins dense, mais en forte dégradation par l'action humaine (pratique culturales inappropriées, production de charbon de bois et de bois de chauffe, surpâturage ...) ; • sols lourds et plus ou moins fertiles ; • dégradation des terres.	Faible capacité adaptative due : • moyens d'existence peu appropriés ; • déplacement des exploitants agricoles vers les zones moins dégradées ; • pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis ; • pratique du métayage ; • développement des activités non agricoles (commerce artisanat et taxi moto). • Absence d'assurance dans le domaine agricole • Absence des infrastructures de stockage et de desserte • Absence de crédit d'investissement dans le domaine agricole • Faible capacité de transformation des produits agricoles • rotation des cultures ; • agroforesterie.	Vulnérabilité forte • forte pression foncière ; • faible niveau de productivité agricole et de biomasse énergie ; • baisse des revenus agricoles ; • baisse de la productivité animale et halieutique • absence de la main d'œuvre agricole ; • tarissement des points d'abreuvement des animaux, • dégradation des pâturages, mort du cheptel, baisse des revenus des pasteurs et agro-pasteurs ; • Faible capacité d'accès à l'énergie à faible coût et renouvelable; • faible capacité d'accès aux services sociaux de base (éducation, eau potable, santé, électricité, etc.) ; • exode rural et migration vers les zones pluvieuses et fertiles; • baisse des rendements agricoles, animaux, et forestiers • recrudescence des maladies humaines, animales.
Région des Plateaux (Plaines du Litimé[secteur	Exposition faible à moyenne due à : • diminution de la pluviométrie • augmentation de la température.	Forte sensibilité de la population humaine, de la flore et de la faune : • forte densité de population ; • couvert plus ou moins dense, mais en forte dégradation par l'action	Faible capacité adaptative • moyens d'existence orientés vers l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles • déplacement des exploitants agricoles vers	Vulnérabilité moyenne • baisse significative de la productivité des formations naturelles et des plantations • baisse des niveaux de productions des principales cultures.

Territoires	Degré d'exposition aux CC	Degré de sensibilité aux impacts du CC	Capacité adaptative	Vulnérabilité résultante
café/cacao])		humaine (pratique culturales inappropriées, production de charbon de bois et de bois de chauffe) ; • dégradation des terres ; • recrudescence des insectes nuisibles comme les mirides et les criquets puants (<i>Zonocerus variegatus</i>) ; • apparition de maladies dont les principales sont le dépérissement nécrotique du caféier et pour le cacaoyer le <i>swollen shoot</i> et la pourriture brune ; • baisse significative de productivité des formations naturelles et des plantations ; • perturbation du cycle hydrologique des cours d'eau.	les milieux urbains ; • développement des activités non agricoles (commerce, artisanat et taxi moto) • niveau de revenu faible du à la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis et à la non protection des écosystèmes vulnérables et fragiles ; • Absence d'assurance dans le domaine agricole • Absence des infrastructures de stockage et de desserte • Absence de crédit d'investissement dans le domaine agricole • Faible capacité de transformation des produits agricoles • rotation des cultures ; • agroforesterie.	• forte pression foncière ; • faible niveau de productivité agricole et de biomasse énergie ; • baisse des revenus agricoles ; • baisse de la productivité animale et halieutique • absence de la main d'œuvre agricole ; • tarissement des points d'abreuvement des animaux, • dégradation des pâturages, mort du cheptel, baisse des revenus des pasteurs et agro-pasteurs ; • Faible capacité d'accès à l'énergie à faible coût et renouvelable ; • faible capacité d'accès aux services sociaux de base (éducation, eau potable, santé, électricité, etc.) ; • exode rural et migration vers les zones pluvieuses et fertiles.
Région maritime (Basse vallée du fleuve Mono, secteur-est des plateaux de terres de barre, zone côtière/littorale)	Exposition forte à moyenne • érosion côtière ; • augmentation de la température ; • diminution de la quantité et du nombre jours de pluie.	Forte sensibilité • sols très légers et peu fertiles • sols du cordon littoral, profonds et sableux ; • croissance démographique (très forte densité de population) ; • phénomène d'inondations récurrentes ; • intrusion du biseau salin ; • prolifération des végétaux flottants envahissant les plans d'eau. • Dégradation des terres.	Capacité adaptative faible à moyenne • Recrudescence du phénomène de taxis motos ; • recours à d'autres activités génératrices de revenus (vente de charbon de bois et de chauffe, extraction de gravier et de sable) ; • forte migration des exploitants agricoles vers Lomé et les autres villes ; • Absence d'assurance dans le domaine agricole ; • Absence des infrastructures de stockage et de desserte ; • Absence de crédit d'investissement dans le domaine agricole • Faible capacité de transformation des produits agricoles • rotation des cultures ; • agroforesterie.	Vulnérabilité moyenne à forte • augmentation de la salinité de l'eau des aquifères du bassin sédimentaire côtier ; • Baisse du niveau d'eau dans les aquifères ; • diminution de la productivité agricole ; • flambée de prix des denrées alimentaires ; • fortes perturbations dans les cycles de productivité des poissons ; • salinisation des plans d'eau douce ; • mort des alevins ; • migrations de certaines espèces de poissons en profondeur et diminution du volume des ressources ; • Perte des terres dues à l'intensification de l'érosion côtière.

1.3 Etat des lieux / diagnostic de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans les territoires

Tableau 2: Etat des lieux / diagnostic de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans les territoires

Territoires	Avancées observées	Difficultés rencontrées	Besoins d'appui au niveau local
Région des savanes (Pénéplaine nord-ouest et plaine Mandouri et Oti) <i>et</i> Région de la Kara (Massifs Kabyès) <i>et</i> Région centrale (Pénéplaine continentale monomodale [secteur cotonnier et semencier de Sotouboua])	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiques de la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS) et des techniques de conservation des eaux et sols (CES) ; • Reboisement et gestion participative des forêts existantes ; • Formation et recherches d'appui aux énergies nouvelles et renouvelables ; • Gestion Intégrée des Ressources en Eau ; • Labour profond et cultures en courbes de niveau, en terrasse, etc. ; • Rotation des cultures céréales /légumineuses • Utilisation des variétés précoces et résistantes à la sécheresse et aux nouveaux parasites ; • Agroforesterie ; • Maîtrise partielle d'eau et mise en valeur des terres de bas-fond ; • Promotion de l'élevage de races locales et à cycle court ; • Introduction de nouvelles races résistantes à la sécheresse ; • Organisation de la petite transhumance et création des couloirs de passage et zones de transhumance des animaux ; • Mise en place des infrastructures de conservation et d'accès aux marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de données et informations fiables pour informer et conseiller les acteurs affectés par les effets des changements climatiques ; • Nombre réduit d'experts maîtrisant les techniques de la maîtrise de l'eau, d'aménagement hydro-agricole des espaces cultivables ainsi que la mise en valeur de bas fond ; • Faible maîtrise de l'eau pour l'agriculture et l'élevage ; • Insuffisances de la recherche en matière de technologies adaptées aux changements climatiques • Réticence des acteurs sur le terrain • Faible coordination des actions d'appuis sur le terrain ; • Dégradation des infrastructures routières ; • Difficultés d'accès au marché ; • Faible maîtrise des outils méthodologiques en matière de vulnérabilité et adaptation aux CC ; • Difficultés d'accès aux intrants améliorés ; • Difficultés d'accès des femmes et des jeunes à la terre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire la cartographies des besoins d'adaptations ; • Renforcer les capacités des institutions à disposer des bases de données et d'informations sur les effets du changement climatique ; • renforcer la production et diffuser des informations agro-météorologiques • Promouvoir des programmes de recherche-développement liés à la maîtrise de l'eau, aux cultivars de céréales à cycle court et résistantes à la sécheresse, techniques culturales intégrant le CC • Promouvoir la maîtrise de l'eau les politiques agricoles ; • aménager et mettre en valeur des terres de bas-fond et promouvoir la petite irrigation ; • promouvoir les races locales et de nouveaux systèmes de productions animales résistants aux effets des changements climatiques (sécheresses et maladies) ; • Créer des banques céréalières et semencières au niveau des communautés rurales ; • Promouvoir le changement dans les habitudes alimentaires et dans les pratiques culturelles ; • Promouvoir les cultures en courbes de niveaux et en terrasses, des techniques sur billons et buttes ; Pratiques de la gestion intégrées de la fertilité des sols (GIFS) et techniques de conservation des eaux et sol (CES) • Créer des lots boisés ; • Renforcer les capacités des acteurs en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques.

Territoires	Avancées observées	Difficultés rencontrées	Besoins d'appui au niveau local
Région des plateaux (Plaines du Litimé[secteur café/cacao])	<ul style="list-style-type: none"> • Agroforesterie ; • Aménagement et mise en valeur des terres de bas-fond ; • Gestion Intégrée des Ressources en Eau ; • Pratiques de la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS) ; • Reboisement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de données et informations fiables pour informer et conseiller les acteurs affectés par les effets des changements climatiques ; • Faible maîtrise des outils méthodologiques en matière de vulnérabilité et adaptation aux CC Nombre réduit d'experts en changement climatique; • Difficultés techniques d'identification, d'accès et de mise en œuvre des technologies appropriées dans le cadre des programmes d'investissement relatifs aux actions d'atténuation des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques. • Réticence des acteurs sur le terrain • Faible coordination des actions d'appuis sur le terrain ; • Dégradation des infrastructures routières ; • Difficultés d'accès au marché • Difficultés d'accès aux intrants améliorés ; • Difficultés d'accès des femmes et des jeunes à la terre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des institutions de gestion de l'eau ; • Promouvoir des programmes de recherche-développement liés à la maîtrise de l'eau, aux cultivars de céréales à cycle court et résistantes à la sécheresse, techniques culturales intégrant le CC ; • Renforcer les capacités des acteurs en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ; • Appuyer l'accès et la mise en œuvre des technologies appropriées dans le cadre des programmes d'investissement relatifs aux actions d'atténuation des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques. • Pratiques de la gestion intégrées de la fertilité des sols (GIFS) et techniques de conservation des eaux et sol (CES) Promouvoir la maîtrise de l'eau les politiques agricoles.
Région maritime (Basse vallée du fleuve Mono, secteur-est des plateaux de terres de barre, zone côtière/littorale)	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la pisciculture familiale ; • Aménagement des bassins piscicoles et barrages communautaires ou privés ; • Reboisement et gestion participative des forêts existantes ; • Poursuite de la réalisation des ouvrages de protection et de stabilisation de la côte; • Pratiques de la gestion intégrées de la fertilité des sols (GIFS) et techniques de conservation des eaux et sol (CES) . 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de données et informations fiables pour informer et conseiller les acteurs affectés par les effets des changements climatiques ; • Faible maîtrise des outils méthodologiques en matière de vulnérabilité et adaptation aux CC Nombre réduit d'experts en changement climatique; • Difficultés techniques d'identification, d'accès et de mise en œuvre des technologies appropriées dans le cadre des programmes d'investissement relatifs aux actions d'atténuation des émissions de GES et d'adaptation aux changements climatiques. • Réticence des acteurs sur le terrain • Faible coordination des actions d'appuis sur le terrain ; • Dégradation des infrastructures routières ; • Difficultés d'accès au marché • Faible maîtrise des outils méthodologiques en matière de vulnérabilité et adaptation aux CC • Difficultés d'accès aux intrants améliorés • Difficultés d'accès des femmes et des jeunes à la terre 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la poursuite de la réalisation des ouvrages de protection et de stabilisation de la côte ; • Renforcer les capacités des acteurs en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ; • Renforcer les capacités des acteurs en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ; • Pratiques de la gestion intégrées de la fertilité des sols (GIFS) et techniques de conservation des eaux et sol (CES).

2- AIC dans le cadre des programmes nationaux sectoriels (PNIASA, PNIERN et PANGIRE)

2.1- Etat des lieux / diagnostic du volet adaptation des programmes nationaux sectoriels

❖ *Le programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) :*

Pour mettre en œuvre l'ECOWAP/PDDAA, le Togo a élaboré son Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA). Lancé officiellement en février 2012, il couvre une période de cinq (5) ans. Il offre un cadre hiérarchique des actions à entreprendre dans le secteur agricole, en vue d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire à l'horizon 2015. Le calendrier de mise en œuvre du programme est en parfaite cohérence avec la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) qui est le cadre stratégique national d'intervention jusqu'à 2017.

Le PNIASA a pour objectif de réaliser une croissance agricole annuelle d'au moins 6%. Il est structuré en cinq sous-programmes dont les trois premiers sont axés sur les sous-secteurs vitaux notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, la recherche et le conseil agricoles, et enfin le renforcement institutionnel et la coordination sectorielle. Il intègre dans les sous-programmes les dimensions genre, environnementales et sociales pour assurer la durabilité des réalisations. Pour prendre en compte la question de durabilité dans les interventions, des mesures de sauvegarde environnementale et sociale ont été élaborées. Elles relèvent notamment du plan de gestion des pestes et pesticides (PGPP), du cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), et du cadre de politique de réinstallation des populations (CPRP).

Ces cadres de gestion du PNIASA s'opérationnalisent déjà à travers la mise en œuvre du projet d'*Adaptation de la production agricole aux changements climatiques* (ADAPT) financé par le Fonds mondial pour l'environnement (FEM), en vue de renforcer la durabilité des systèmes de production agricole face au climat. L'objectif principal visé par ADAPT est de réduire l'impact du changement climatique sur les groupes vulnérables, ainsi que sur les ressources naturelles essentielles pour soutenir la production agricole et accroître la sécurité alimentaire en se fondant sur les principes et stratégies du PANA. Rappelons que le projet a pris du retard dans sa mise en œuvre. Il débutera toutefois par une situation de référence qui permettra de faire des évaluations à long terme. ADAPT vise le renforcement de la résilience de 25 000 producteurs/productrices vulnérables afin de minimiser les impacts des changements climatiques. Ledit projet est mis en œuvre sur une période de 2 ans et est financé à raison de 2,95 milliards de FCFA.

Le PNIASA intègre des actions visant la gestion des effets et impacts des changements climatiques, à travers, entre autres activités, le développement de systèmes de production durables adaptés aux différentes zones agro-écologiques, la gestion durable des ressources forestières. Les différents projets, qui sont des déclinaisons du PNIASA, mettent l'accent, à des degrés divers, sur le renforcement des capacités de résilience des bénéficiaires vis-à-vis des impacts des changements climatiques.

Ainsi, le *Projet d'appui au développement agricole au Togo* (PADAT), dont la conception est basée sur une stratégie d'équité de genre de façon participative et inclusive, prend pleinement en compte le genre avec une proportion de 50% de femmes et 40% de jeunes comme bénéficiaires, qu'ils soient pris individuellement ou regroupés au sein des organisations de producteurs. Les réalisations du PADAT portent essentiellement sur les activités d'appui à la production et à la productivité à travers la distribution des kits, le conseil technique, le renforcement des capacités des organisations paysannes et la mise en place des champs écoles agriculteurs (CEA).

Quant au *Projet d'appui au secteur agricole* (PASA), les bénéficiaires directs sont environ 60 000 agriculteurs, 13 000 éleveurs, 1 600 pêcheurs et 500 mareyeurs parmi lesquels 40% de femmes et de jeunes. De plus, environ 650 000 ménages qui élèvent de la volaille et/ou des petits ruminants bénéficieront de campagnes de vaccination pour leurs cheptels. Ces groupes bénéficient de meilleures performances à l'exportation et zootechniques, ainsi que de la création d'entreprises de transformation

et de commercialisation de produits et l'établissement de partenariats pour organiser les filières des cultures vivrières. Comme réalisations, le PASA a soutenu la montée en puissance du modèle des ESOP, l'appui au développement d'opération pilote de warrantage, les sous projets des fonds compétitifs et de promotion de l'image des produits togolais, l'appui aux cultures d'exportation et à la production halieutique continentale, la relance du sous-secteur de l'élevage et enfin, l'appui au renforcement des capacités et coordination sectorielle.

Concernant le *Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest – projet Togo* (PPAAO-Togo) qui cible les filières maïs, riz, volailles et petits ruminants, 200 000 producteurs dont 80 000 femmes en sont bénéficiaires. Le projet vise, entre autres, le développement et la diffusion de technologies performantes pour stimuler la productivité et la production nationale. Certaines de ces technologies doivent intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans le paquet technologique à mettre à la disposition des producteurs. Comme résultat obtenus par le PPAAO, 28 060 bénéficiaires directs et indirects ont été touchés; 10 005 hectares sont couverts par les nouvelles technologies ; 11 600 producteurs ont adopté les technologies.

Malgré les efforts des projets à appuyer les producteurs dans leurs réalisations, beaucoup de difficultés subsistent : l'insuffisance de personnel technique qualifié pour superviser la mise en œuvre des infrastructures notamment l'identification des sites de bas-fonds, la non opérationnalité du logiciel de suivi évaluation TECPRO/TOM²MONITORING, l'absence de la carte de fertilité des sols permettant de proposer une formule plus adaptée aux besoins des cultures et aux caractéristiques des sols, insuffisance des intrants améliorés et retard dans la mise à disposition de ces intrants pour le démarrage de la campagne agricole dans chaque région, manque d'information sur la pluviométrie, perte des récoltes suite aux sécheresses et récurrentes inondations.

❖ *Le Plan d'actions national pour la gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE) :*

Le PANGIRE validé en 2010 pour une période de cinq (5) ans vise à contribuer à la mise en place progressive d'un cadre de gestion de l'eau adapté au contexte national, conforme aux orientations juridiques, politiques et stratégiques définies par le Gouvernement togolais et respectant les principes reconnus au plan international en matière de gestion rationnelle et durable des ressources en eau. Le PANGIRE possède trois axes d'intervention : (i) créer un environnement propice à la bonne gouvernance de l'eau ; (ii) réformer le cadre institutionnel et organisationnel du secteur ; et (iii) développer et appliquer les instruments de gestion de l'eau.

Parmi les causes de l'extrême pauvreté et de la vulnérabilité des communautés se trouvent la difficulté d'accès à l'eau potable et aux services adéquats d'assainissement ainsi que la dégradation continue de l'environnement. Les perspectives de l'évolution démographique rapportées au potentiel de mobilisation des ressources en eau et aux besoins socio-économiques de la population à l'horizon 2025 ont amené l'État à se fixer une vision nationale de l'eau pour 2025. Celle-ci définit l'eau comme la ressource essentielle à partir de laquelle l'on peut satisfaire les besoins sociaux et produire des richesses.

Quatre orientations prioritaires y ont été retenues : (i) promouvoir un cadre favorable à une bonne gouvernance de l'eau selon l'approche GIRE ; (ii) assurer un accès équitable et durable à l'eau potable et à l'assainissement aux populations ; (iii) garantir la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité pour l'ensemble des activités économiques et ; (iv) assurer la santé, la sécurité publique et la conservation des écosystèmes et de la biodiversité.

Le financement du secteur de l'eau est tributaire de l'aide extérieure à 90 %. En dehors de la contribution subsidiaire de l'État pour la prise en charge du personnel et des dépenses de fonctionnement courant, la stratégie de financement du secteur ne comporte pas encore de mécanisme interne pour faire face aux défis actuels, parmi lesquels figurent les dépenses liées à la connaissance, au suivi et à l'évaluation des ressources en eau; l'appui financier aux organismes de gestion des bassins ; et la réalisation des importants investissements requis pour l'atteinte des OMD. Les besoins financiers pour le PANGIRE étaient estimés à 11 752 395 250 FCFA jusqu'en 2015.

Comme avancées, au plan pratique, des décrets ont été élaborés et adoptés ; des arrêtés élaborés, des campagnes de vulgarisation et de formation sur le code de l'eau ont été menées à l'endroit des acteurs publics, décentralisés, privés, ONG et OSC, une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système intégré d'information sur l'eau au Togo (SIIEAU) a été réalisée . On note aussi, la réalisation et réhabilitation des ouvrages d'hydraulique en milieu rural, semi urbain et urbain, la construction, l'aménagement et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement. L'ensemble de ces actions soutenues par celles de tous les partenaires qui interviennent dans le secteur ont permis d'atteindre un taux de desserte en eau potable de 42% sur le plan national.

Initialement inscrit sous le PNIASA, les projets d'aménagement des bas-fonds, systèmes d'irrigation et maîtrise de l'eau se font en collaboration avec le Ministère de l'équipement rural qui est en charge du PANGIRE.

❖ **Le Programme national d'investissement pour l'environnement et les ressources naturelles (PNIERN) :**

En prenant l'initiative d'adhérer à la plate-forme de partenariat TerrAfrica, le gouvernement du Togo a choisi de renforcer ses capacités afin de mettre en place un contexte favorable à l'accompagnement du PNIASA via une meilleure intégration de l'environnement et des ressources naturelles au secteur agricole. Ainsi, en 2012, il a élaboré son Programme national d'investissement pour l'environnement et les ressources naturelles (PNIERN) qui a pour objectif de permettre le renforcement, la conception, le ciblage, le séquençage et le suivi des investissements, et d'améliorer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles actuelle pour créer un impact plus incisif et un meilleur rapport coût - efficacité de la GERN au Togo. Le PNIERN constitue donc une réponse opérationnelle pour relever les défis environnementaux et socio-économiques auxquels le pays est confronté pour accompagner le développement de l'agriculture. Il permettra à travers ses actions, à la fois, de lutter contre la pauvreté en assurant le développement économique et social, de combattre la désertification, de préserver la biodiversité et de s'adapter au changement climatique.

Le PNIERN comprend 6 sous programmes : (i) renforcement des capacités institutionnelles, juridiques, financières et techniques de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ; (ii) soutien à la mise en œuvre et à l'amplification des bonnes pratiques de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles en milieu rural et au renforcement des services de recherche et conseils et des services commerciaux ; (iii) atténuation des effets des changements climatiques, gestion des catastrophes et prévention des risques ; (iv) réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts ; (v) amélioration du cadre de vie en milieu urbain et rural ; et (vi) élaboration et mise en œuvre d'un système d'acquisition et de gestion des connaissances, de suivi-évaluation et développement d'une stratégie de communication pour soutenir l'amplification de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

L'un des plan phare de ce programme est le *Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques (PANA)*.

Le Togo a ratifié la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1995, et le protocole de Kyoto en 2004. Il a parallèlement élaboré sa stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC en 2004, qu'il a actualisée en 2010. Il a, à cet effet, intégré le changement climatique dans la loi-cadre sur l'environnement, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et son Programme d'Actions Prioritaires (PAP) 2009-2011.

Le Gouvernement, dans son programme politique, s'est fixé comme objectifs de : (i) reboiser une superficie de 5 000 ha par an ; (ii) renforcer les structures d'alerte et de réaction rapide en cas de catastrophes naturelles ; (iii) poursuivre les efforts d'utilisation des énergies renouvelables, notamment solaires ; (iv) renforcer la lutte contre l'érosion côtière ; (v) encourager une utilisation efficiente des ressources forestières, hydrauliques et énergétiques ; (vi) sensibiliser les populations sur les changements climatiques et les conséquences.

Dans le secteur spécifique de l'environnement, le Gouvernement a élaboré une politique environnementale qui consiste à promouvoir une gestion globale et rationnelle de l'environnement, pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations dans la perspective d'un développement économique et social durable. Pour ce faire, le Gouvernement compte mettre en œuvre les mesures suivantes : (i) la réduction de la pression anthropique sur les ressources naturelles ; (ii) la promotion de la gestion intégrée de la zone du littoral ; (iii) le renforcement de la coopération sous régionale et internationale en matière de gestion de l'environnement ; (iv) le renforcement des capacités nationales de gestion de l'environnement ; (v) la prévention et la lutte contre les pollutions et les nuisances ; et (vi) la prévention et la gestion des catastrophes.

Enfin, le Togo envisage la préparation du profil de risques dans le domaine des changements climatiques afin de permettre d'élaborer un programme d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

Le Togo a finalisé son PANA en 2009 à l'issue d'un processus qui a été lancé officiellement le 16 janvier 2007. Son élaboration s'est basée sur une analyse participative et intégrée de l'état de vulnérabilité aux changements climatiques des différentes régions, groupes sociaux et secteurs clés du Togo (en particulier : les ressources en eau, l'agriculture, les établissements humains et santé et les zones côtières). Le PANA inclut des mesures potentielles d'adaptation de court et moyen termes pour chaque secteur, notamment :

La vision du PANA-Togo est de mettre en place une capacité d'adaptation optimale des communautés face aux impacts néfastes des variabilités et changements climatiques en identifiant les besoins urgents et immédiats d'adaptation et les options de réponse et en développant des stratégies de renforcement des capacités des parties prenantes et communautés à la base.

Les options proposées en réponse aux besoins prioritaires par les parties prenantes ont été hiérarchisées sur la base de 5 critères regroupés en trois catégories qui sont : la réduction de la vulnérabilité, la contribution au développement durable et le coût. Au total sept (07) options ont été retenues sur la base de leur pertinence :

- Adaptation des systèmes de production agricoles dans 3 régions par la mise en place de techniques culturales intégrant le CC et l'amélioration de l'information agro-météorologique ;
- Mise en place d'un système d'alerte précoce pour informer à temps réel contre les inondations dans les Régions Maritime et des Savanes ;
- Renforcer le dispositif de protection du littoral contre l'érosion côtière dans la partie est du port autonome de Lomé ;
- Appui et accompagnement des communautés rurales de la Région des Plateaux pour prévenir et lutter contre les maladies vectorielles ;
- Développer la petite irrigation en zones de bas-fonds pour les groupements de maraîchers existants des régions Centrale, Kara et Savanes susceptible de freiner l'exode rural ;
- Initier des AGR pour les communautés de maraîchers et de pêcheurs de la zone du littoral aux fins de capacitation pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques ;
- Appui au captage des ressources en eau de surface des Régions des Savanes et de la Kara par les retenues d'eau collinaires à buts multiples.

Leur mise en œuvre permettra d'agir sur quatre axes stratégiques majeurs qui sont : le renforcement des capacités des exploitants et producteurs ruraux exposés aux CC par le soutien à la production, et à la diversification ; la gestion rationnelle des ressources naturelles menacées ; la protection et sécurisation des infrastructures et équipements structurants à risque et enfin l'alerte précoce contre les catastrophes climatiques.

En ce qui concerne les réalisations du PANA au Togo, trois (3) projets sont en cours d'exécution. Il s'agit de : (i) Renforcement du dispositif de protection du littoral contre l'érosion côtière dans la partie Est du port autonome de Lomé ; et (ii) Projet ADAPT qui entre aussi dans la mise en œuvre du PNIASA, (iii) Développement d'un système d'alerte précoce qui a été intégré au projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (PGICT).

Un quatrième projet intitulé « Renforcement de la résilience des infrastructures en zone côtière face aux changements climatiques » est en cours de préparation. Tous ses projets sont en début de mise en œuvre et donc n'ont pas encore des résultats sur le terrain. Toutefois, ils contribuent à l'atteinte des objectifs du PNIASA. Les principales contraintes à la mise en œuvre du PANA sont surtout liées à la faible mobilisation des ressources et à l'implication insuffisante des collectivités locales et des structures déconcentrées.

2.2- Etat des lieux / diagnostic du volet atténuation des programmes nationaux sectoriels, et lien aux NAMA

Au regard de l'atténuation, le Togo a mis les questions d'adaptation au changement climatique au cœur des politiques et programmes de développement (PNIASA, PNIERN, PANSEA, PANGIRE et PANA). En effet, Les actions et impacts en matière d'atténuation sont appréhendées comme des co-bénéfices des actions d'adaptation mise en œuvre par le Gouvernement dans les secteurs de l'agriculture, des ressources en eau, des établissements humains et santé, et dans la zone côtière, qui contribuent à la séquestration du carbone ou à la réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES).

Le Togo a cependant pris des mesures répondant à des efforts de réduction des émissions de GES (en décrétant le 1^{er} juin comme journée de l'arbre journée au cours de laquelle des milliers de plants sont mis en terre contribuant à la séquestration du carbone, en limitant et précisant la période des feux de brousse) pour honorer ses engagements internationaux.

Selon l'inventaire des GES réalisé dans le cadre de la deuxième communication nationale en 2000, le secteur de l'agriculture était la deuxième plus importante source d'émissions de GES après le secteur Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie (UTCATF/LULUCF). De ce point de vue, ces deux secteurs qui ont une forte corrélation avec les pratiques agricoles représentent un potentiel appréciable pour le développement des NAMA au Togo. Cependant, les initiatives NAMA au Togo sont encore à une étape rudimentaire. En souscrivant au processus NAMA en février 2010, le Togo a communiqué, une première liste de projets NAMA à la CCNUCC dont : (i) porter la couverture forestière de 7% en 2005 à 30% en 2050 à travers le reboisement ; et (ii) maîtriser les énergies traditionnelles à travers l'amélioration des techniques de carbonisation, l'utilisation rationnelle du bois énergie et la promotion des énergies renouvelables ; (iii) l'amélioration de l'efficacité énergétique en milieu urbain et rural. En outre, dans le cadre de l'identification des idées de projets NAMA, des options potentielles additionnelles de NAMA ont été identifiées. Il s'agit, dans le secteur de l'agriculture, de (i) la gestion améliorée des terres arables et des pâturages pour accroître le piégeage du carbone dans le sol ; (ii) la restauration des sols tourbeux cultivés et des terres dégradées ; (iii) l'amélioration des techniques rizicoles et l'amélioration de la gestion du bétail et du fumier ; (iv) l'amélioration de l'application des fertilisants azotés ; (v) le développement de cultures énergétiques dédiées pour remplacer les combustibles fossiles.

3- Le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

3-1- Problématiques et besoins associés en matière d'AIC

Le problème majeur rencontré est le manque de synergie entre ces différents sous-secteurs pour renforcer la résilience des populations rurales face aux effets néfastes de changements climatiques. Le domaine de l'atténuation est mal perçu à tous les niveaux faute d'information et sensibilisation sur les opportunités qu'il offre dans le domaine du boisement, du reboisement, et de l'énergie

Au Togo, l'intégration de l'AIC dans le PNIASA nécessite le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre, et sera facilitée par un accès à des informations plus précises, des politiques harmonisées, des dispositions institutionnelles coordonnées et des mécanismes incitatifs et financiers souples.

Les besoins d'appui du Togo sont relatifs :

- au renforcement de capacité de coordination intersectorielle;
- au renforcement des capacités techniques dans la prise en compte et l'intégration des questions d'adaptation au changement climatique ;
- à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des programmes ;
- au mécanisme de gestion du foncier et la transhumance ;
- au partage d'expérience en matière de maîtrise de l'eau.

3-2- Mécanismes existants en la matière : description, avancées et difficultés

Au Togo, le PNIASA a été élaboré à travers un processus participatif et inclusif impliquant les acteurs des secteurs partenaires, dont les ministères en charge de l'environnement et des ressources forestières, de l'eau et des aménagements hydro-agricoles. Ce programme est coordonné et géré sous la tutelle du département en charge de l'agriculture certes, mais le dispositif de mise en œuvre comprend un Comité interministériel de pilotage stratégique (CIPS) qui analyse les différentes avancées dans la mise en œuvre du PNIASA mais aussi travaille sur diverses thématiques en lien avec le secteur agricole, notamment la prise en compte des changements climatiques et la vulnérabilité des communautés agricoles, dans une large mesure, des communautés rurales et un Comité technique de pilotage (CTP) auxquels participent les représentants de tous les acteurs parties prenantes : les ministères chargé de l'environnement, et de l'eau et des aménagements hydro-agricoles.

Le PANA et le PANGIRE sont également des programmes nationaux élaborés et gérés respectivement par les ministères chargés de l'environnement et de l'eau avec l'implication des services techniques du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Il convient de redynamiser le CIPS qui est un cadre de dialogue interinstitutionnel pouvant permettre de réfléchir sur les actions transversales à ces trois programmes (PNIASA, PANA et PANGIRE) afin de renforcer la synergie et la complémentarité autour des problématiques communes pour s'inscrire dans la dynamique de l'AIC. Ce comité est constitué des équipes de mise en œuvre desdits programmes.

Selon l'approche décidée par ce comité, ce cadre de dialogue aura pour tâches de :

- veiller à la cohérence entre les différentes actions engagées dans ces programmes ;
- développer des synergies et des complémentarités entre les interventions ;
- diffuser des informations sur les mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatiques dans la mise en œuvre du PNIASA ;
- préparer les dossiers de financement des actions de complémentarités dans la mise en œuvre des programmes.

Dans le cadre de la SCAPE, il a été mis en place un comité sectoriel agriculture, regroupant les acteurs du secteur agricole (au sens large).

De façon générale, il n'existe pas un organe de coordination de l'ensemble de ces trois programmes (PNIASA, PANA et PANGIRE). Toutefois, le Comité Interministériel de Pilotage Stratégique (CIPS) apporte une coordination allant au-delà de ces trois programmes pour veiller à la cohérence et donner les orientations nécessaires au développement du secteur agricole y compris gestion des ressources naturelle. Egalement, il existe une plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe (PNRRC) qui a pour objectif d'harmoniser les interventions, de partager et échanger les expériences avec les différents acteurs impliqués dans la réduction des risques de catastrophes au niveau national et local.

4- Besoins et demandes d'appui à l'encontre de la CEDEAO

4-1- Pour intégrer l'AIC dans le PNIASA

Pour intégrer l'AIC dans le PNIASA, il faut accompagner la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de projets visant :

- la réduction de la vulnérabilité en milieux rural par la construction et/ou la réhabilitation des retenues d'eau pour l'irrigation, l'abreuvement du bétail en milieu rural dans toutes les régions;
- la définition des couloirs de transhumance avec des stratégies de restauration après leur passage;
- l'adaptation des systèmes de production agricole dans toutes les régions par la mise en place de techniques culturales intégrant le changement climatique et l'amélioration de l'information agro-météorologique ;
- la recherche pour la diffusion de systèmes de production rizicole très peu consommateurs d'eau et induisant de faibles émissions des GES ;
- le renforcement des capacités des acteurs pour une prise en compte des changements climatiques dans la planification des activités des sous-programmes du PNIASA tout en appuyant la diffusion des Plans d'adaptation aux changements climatiques pour les sous-secteurs du monde rural afin que cela sert de cadre de référence pour l'intégration de l'AIC dans les plans d'actions des sous-programmes du PNIASA ;
- le développement d'infrastructures intégrées de collecte de l'information sur le climat et la promotion d'une gestion partagée des données et informations climatiques ;
- le renforcement des capacités de l'équipe-pays multisectorielle (EPM/PDDAA), des cadres des ministères concernés, de la recherche, des décideurs politiques, des ONG, des OP, du secteur privé, des équipes de coordination et de suivi-évaluation pour l'intégration de l'agriculture intelligente face au climat dans les programmes et projets ;
- la recherche de financements et l'amélioration des capacités d'accès aux différents financements relatifs à la gestion durable de la fertilité des terres, l'agroforesterie et à la maîtrise de l'eau dans le cadre des changements climatiques;
- le développement de mécanisme de gestion du foncier et la transhumance inter-Etats entre le Togo et ses voisins (Burkina Faso, Mali, Niger, Bénin).

Il importe aussi de renforcer les capacités des équipes pour la modélisation des changements climatiques en vue d'une meilleure prévention des risques de catastrophes hydrométéorologiques et l'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des ressources en eau. Ainsi, il faudra appuyer l'élaboration de la cartographie des zones sensibles aux changements climatiques associée à un système d'information géographique.

4-2- Pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

Le renforcement du dialogue interinstitutionnel passe par la création et l'opérationnalisation d'un comité sectoriel agriculture qui est un cadre de dialogue et de concertation intersectorielle pour réfléchir sur les questions techniques et financières transversales à prendre en compte. En plus, il doit veiller à faciliter la cohérence et la coordination intersectorielle entre le PNIASA, le PANA et le PANGIRE aux plans technique, financier et institutionnel.

Il faudra aussi appuyer à la mise en place d'une plateforme nationale multi-acteurs composée des chercheurs, décideurs politiques, organisations des producteurs, société civile, secteur privé afin de partager les résultats des différentes recherches liées aux changements climatiques. C'est une plateforme permanente et bien structurée pour la coordination et au sein de laquelle tous les résultats des bonnes pratiques liées à l'AIC peuvent être partagés et diffusés auprès des producteurs. Elle inclura le comité sectoriel agriculture. Cette plateforme de dialogue sera le cadre de réflexion sur des pratiques, d'orientation des politiques et techniques à vulgariser dans l'optique de l'AIC. Elle clarifiera les rôles des différents programmes (PANA, PNIASA et PANGIRE) impliqués dans le processus d'orientation des politiques et techniques à vulgariser dans l'optique de l'AIC et proposera des orientations de formation et de sensibilisation. En raison de ses besoins pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle aux plans technique, financier et institutionnel, la plateforme aura besoin d'appui en termes de capitalisation et diffusion des bonnes pratiques, et d'échanges entre pays.